Cahiers de
l'humanisme libertaire
REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES
Juin 1963 — Nouvelle série - N° 91 — ABONNEMENT ANNUEL : 5 F — LE NUMERO : 0,45 F

L'ÉGLISE ET L'HUMANISME

Il est indiscutable que la religion, particulièrement la religion catholique, est en train de s'humaniser dans les pays d'Europe occidentale et aux Etats-Unis. On relève même des lueurs annonciatrices dans certains pays d'Amérique du Sud. L'esprit de Jean XXIII, qui vient de mourir, n'a rien à voir avec celui de Pie X, ni d'autres papes assez récents ; encore moins avec celui de l'Inquisition.

Mais cette plus grande tolérance n'est-elle pas le fruit de l'évolution générale d'une bonne partie de l'humanité, et dont on trouve des symptômes dans le monde communiste lui-même ? Et cette évolution n'est-elle pas la conséquence des principes proclamés par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, en France, par la Déclaration des Droits, un peu avant, aux Etats-Unis, par le droit constitutionnel qui avait triomphé plus tôt en Angleterre, par la lutte que menèrent Locke et ses amis, les encyclopédistes français, pour un plus grand respect de l'homme, de l'individu, de la liberté de conscience, de la liberté de pensée ? Il n'y a pas si longtemps qu'en Alsace — où le catholicisme impose toujours, sous menace de troubles qui prendraient tournure d'insurrection, le concordat avec l'Etat français — l'habitant d'un village qui n'allait pas à la messe ne pouvait travailler, qu'en France les prêtres se battaient pour qu'on enseignât le catéchisme dans les écoles. Il n'a du reste pas cessé tout à fait le combat, et il le reprendrait si les circonstances redevenaient favorables.

Le droit des filles-mères, des enfants bâtards, celui de la femme à être éligible, à étudier dans les universités, à exercer des professions libérales, la loi du divorce, les différents aspects de l'aide sociale, ont été conquis, non comme conséquence de la politique de l'Eglise, mais comme résultat d'une élévation de la conscience humaine. Et si l'Eglise revient à l'œcuménisme, c'est parce que, de plus en plus, devant la montée universelle de l'esprit d'humanité, le nationalisme est en recul.

Car le monde catholique officiel et dominant a surtout défendu le droit de faire sa propagande, de mener à bien sa politique, et à ce sujet la situation actuelle du Canada est convaincante. Comme le communisme, la liberté qu'il a défendue quand il était minoritaire a surtout été la sienne, contre la liberté des autres. Et puisque l'Eglise vit sur le plan des siècles, c'est aussi sur le plan des siècles que nous devons la juger.

Il se produit aujourd'hui un très vaste mouvement vers et pour de nouveaux droits, une éclosion humaniste qui gagne toutes les sphères. L'Eglise est obligée de suivre. Telle est la première constatation.

Même si en son sein une évolution semblable se produit, ce que nous croyons, cela est la conséquence du fait général qui a précédé ; ainsi qu'il arrive du reste dans le monde islamique, là où la conscience et l'intelligence sont sorties de leur torpeur.

En allant au fond des choses, nous pouvons donner une explication plus précise : comme le reconnaît Teilhard de Chardin qu'on ne pouvait mettre à l'index sans danger, et qu'on supporte par force, la religion est une création humaine. Dieu a été inventé par l'homme. Si ceux qui s'en prétendent les représentants changent une conduite deux fois millénaire, ce n'est pas à cause de leurs croyances — ils l'auraient déjà fait avant — mais en vertu de cette actuelle et rapide évolution de l'esprit humain qui pénètre l'Eglise et l'influence, ou influence une partie de ceux qui la dirigent. On ne pourrait aujourd'hui recommencer les persécutions religieuses d'autres époques. Car les temps sont changés. *Telle est la cause essentielle.*

Reconnaissons loyalement cette évolution, mais ne nous trompons pas sur ses causes. Elles viennent de l'extérieur. C'est l'humanité qui marche devant.

L'envers des Vostoks

Le nouveau vol interplanétaire des deux Vostoks russes a, naturellement, servi la propagande du régimen dit communiste. C'était surtout le but recherché. Les communistes sont, à ce point de vue, d'habiles metteurs en scène. Les gens ne savent pas ce qui se passe en U.R.S.S., tant du point de vue du niveau matériel d'existence que du point de vue de la liberté, ou de l'abrutissement totalitaire des masses. Mais il y a le théâtre international...

L'homme russe est doué pour les sciences autant que celui de l'Occident. Ces dons ne sont pas le résultat de l'implantation du régime marxiste-léniniste. On n'a pas glorifié le régime tsariste parce que Pavlov, dont les chantres du soviétisme se gargarisent, avait été reçu le prix Nobel dès 1904 ; ni à cause d'autres grands savants comme Mandeleev. Quel que fût le régime qui eût existé, en Russie, les chercheurs auraient continué de travailler, et de découvrir.

D'autre part, les Vostoks et autres fusées ne sont pas des découvertes spécifiquement russes. C'est à l'humanité qu'il faut les attribuer. Car c'est grâce aux découvertes auxquelles ont pris part des savants anglais, allemands, français, nord-américains, hollandais, suédois, russes, etc., qu'il a été possible, en les utilisant toutes, d'arriver à ces derniers résultats.

Mais comprenant que ces réalisations frapperaient l'esprit public, et feraient auprès des gens qui ne voient que les fusées en vol et ne savent pas, par exemple, tout ce que les gouvernants du Kremlin doivent aux savants allemands emmenés de force en U.R.S.S. au moment de l'invasion de l'Allemagne, Khroutchev et ses amis ont concentré autoritairement tous les savants nécessaires, tous les ingénieurs nécessaires et tous les moyens nécessaires aussi pour parvenir à ces résultats. Ils le peuvent, car ils n'ont pas d'opposition politique ni syndicale ; et parce que le peuple russe ne peut pas savoir les sommes astronomiques que coûtent de telles entreprises dont il fait les frais.

Et tous ceux qui applaudissent (qui protestent aussi, pour la plupart, contre la politique atomique du général de Gaulle) trouvent très bien que l'on fasse cent fois ou mille fois pire en U.R.S.S. qu'en France.

Nous avons déjà dit que pendant que l'on occupe le bon peuple moscovite avec ce qui se passe dans le ciel, on lui fait oublier ce qui se passe sur la terre... russe. Et les faiblesses du régime. Citons quelques faits concrets.

On sait que depuis son accession au pouvoir, Khroutchev a bouleversé de fond en comble la structure administrative générale du pays. Décentralisation, autonomie des régions, des industries, de l'agriculture. Il vient de revenir récemment à la recentralisation, car si les choses allaient mal auparavant, elles n'allaient pas mieux des années plus tard. D'autres remaniements du haut personnel ont lieu continuellement. Sans plus de résultats. On arrête, on fusille, on déplace des fonctionnaires, des ministres, des présidents de soviets... Et tout continue comme avant.

En octobre de l'année dernière, la F.A.O. constatait que, sur la base de chiffres officiels russes, on récoltait en Russie 115 quintaux de pommes de terre à l'hectare dans le secteur privé et 66 dans les kolkhozes et les sovkhozes. Pour l'ensemble des légumes, les chiffres respectifs étaient de 143 et de 90 quintaux. 47 % de la viande venait du secteur privé ; le lait, 50 % ; les œufs, 83 %. Ainsi donc le secteur hostile ou contraire au régime, malgré son exiguïté, montre sa supériorité.

La **Pravda** du Kazakhstan, seconde région agricole de l'U.R.S.S., déclarait le 6 mai dernier que 31 % seulement des faucheuses étaient prêtes pour les prochaines moissons, et que, en 1962, le plan pour le stockage des foins n'avait été réalisé qu'à 68 %. Des dizaines de millions de têtes de bétail ovin sont mortes faute d'organisation adéquate.

En novembre de l'année dernière, dans la Sibérie centrale, et selon le journal **Sovietskaya**, l'usine de produits chimiques de Kemerovo n'avait réalisé son plan qu'à 59,6 %, et une usine de ciment à 58 %. Dans cette même région, au cours des premiers six mois de l'année dernière, 47.000 ouvriers avaient fait grève pour protester contre leurs trop bas salaires et les mauvaises conditions de travail. Le Comité central du parti de cette région révélait que 3.500 wagons transportant des pommes de terre étaient bloqués dans la région de Moscou. « On n'a jamais vu un tel embouteillage », ajoutait-il en nous informant que les ménagères étaient privées de pommes de terre dans la dite région.

D'autre part, tandis que — toujours en novembre 1962 — le salaire mensuel moyen était en U.R.S.S. de 385 F et en France de 500 à 600 F, le prix d'un kilo de sucre était de 6 F en U.R.S.S., contre 1,28 en France ; celui d'un kilo de tomates, respectivement de 5,50 et 1,60 ; celui d'un kilo de carottes, de 5,50 et 0,70 ; celui d'un mètre de lainage, de 165 à 200 F, contre 20 à 60.

Enfin, la **Pravda** de Moscou (4 juin de l'année dernière) signalait que l'on prévoyait pour le 1er août la livraison de 281 millions de livres scolaires, et qu'il n'en avait été livré que 60 %. « Les nouveaux manuels scolaires de français et d'allemand n'ont pas même encore été livrés aux éditeurs », ajoutait le journal.

Signalons encore qu'au Congrès des ouvriers métallurgistes, et d'après ce que rapportait l'organe officiel des syndicats, **Troud**, le président des syndicats, V. A. Podzerko déclarait que les plus grandes entreprises « souffraient d'un mal commun : arrêts injustifiés des hauts fourneaux qui conduisent à des pertes se chiffrant par des centaines de milliers de tonnes de métal ». Et le même personnage ajoutait : « Il reste beaucoup à faire pour modifier la technologie de la production. Ce n'est un secret pour personne que des pratiques technologiques désuètes sont toujours en vigueur dans bon nombre de nos usines. »

On pourrait ajouter bien d'autres exemples, qui montrent l'immense pagaille régnant dans la République des Soviets. Il est certainement plus facile de faire construire des fusées interplanétaires dans un coin du pays. Cela nous rappelle un dicton populaire espagnol : « Chez nous, on ne mange pas, mais on s'amuse beaucoup. »

Il faudrait savoir dans quelle mesure le peuple russe aussi s'amuse. Et si nous nous amuserions sous un tel régime où, par surcroît, seul le parti dominant a droit à la parole, à l'action, tandis que l'ensemble de la nation n'a qu'à courber la tête, ou applaudir pour éviter d'être traitée de contre-révolutionnaire.

P.S. — On est toujours sans nouvelles de la compagne de Pasternak, Ivinskaya, et de sa fille Irina, sur lesquelles le régime s'est vengé du grand écrivain. Elles peuvent mourir en prison : les Vostoks le feront passer inaperçu.

LES RESULTATS SCOLAIRES

Marcel RENOT

Qu'on ne s'étonne pas si nous pensons devoir entretenir nos amis lecteurs d'un problème si vaste, et combien inquiétant pour beaucoup de parents — et d'enfants. Des spécialistes éminents lui ont consacré des ouvrages en grand nombre. Nos prétentions, ici, sont plus modestes. Cette époque d'examens, que nous vivons, est le temps de l'espoir et des déceptions, des « pleurs et des grincements de dents » et nous nous donnons pour but de faire, le plus simplement possible, le tour de la question, encore qu'elle ne soit pas des plus faciles, car les facteurs qui conditionnent les résultats scolaires sont multiples et d'une complexité qui serait décourageante si on ne se gardait de les considérer en valeur absolue.

Personne ne doute, nous l'espérons, que la **signification** de ces résultats varie parfois profondément d'un élève à l'autre, d'une jeune personnalité à l'autre.

Qui de nous n'a eu l'occasion de constater qu'un enfant, ou un adolescent, doué d'une intelligence plutôt brillante (confirmée par des tests), et par conséquent capable de réussir dans ses études, échoue ? Quels sont les mécanismes intérieurs qui le prédisposent à cela ? Par quoi est influencé le comportement de l'enfant malchanceux à cette espèce de loterie à laquelle conduisent les études et qu'on nomme les examens ? Les influences sont multiples : biologiques, économiques, pédagogiques, psychologiques ou intellectuelles.

Mais s'il s'agit d'un élève d'une **constitution** et d'une intelligence **normales**, les échecs ou les réussites ont leurs racines dans la valeur éducative et le « confort affectif » conjugués, qui émane des maîtres et de la famille. Du moins, beaucoup l'ont pensé ainsi. Car un enfant est un perpétuel devenir. Il connaît, dans son développement, des phases d'équilibre et de bouleversement pas toujours faciles à déceler dans leurs causes, mais qui attirent notre attention sur des failles possibles, tant pédagogiques que familiales.

Milieu socio-culturel familial et méthodes scolaires sont parfois discordants, au détriment de l'esprit critique et indépendant de l'enfant ; son insertion dans la vie en sera rendue difficile et peut même engendrer des mécomptes, voire des malheurs dans sa vie d'adulte.

En passant, disons avec une attachée à l'Institut Pédagogique que « les adultes vivent absorbés par leur profession ou sont parfois installés dans leur quiétude, sans se rendre compte de cet état de choses, ou encore sans faire l'effort nécessaire pour vivre **avec** leurs enfants et pas uniquement **à côté** d'eux ».

Et certains vont jusqu'à croire qu'une abondance de punitions arrangera les choses ! comme si, à l'école, l'enfant n'apportait pas tout ce qu'il tient du milieu socio-culturel : **niveau de vie**, profession du père, dimensions de la famille, handicap économique (ou psychologique), gêne ou aisance dans le logement (tranquillité perturbée par la radio ou la télévision, qualité des loisirs, etc.).

Nous n'insistons pas sur le fait, bien connu, que les enfants des milieux aisés et de culture évoluée réussissent mieux, généralement, que ceux de milieux modestes ou pauvres. Des statistiques ont été dressées qui démontrent avec éloquence cette inégalité sur laquelle, entre autres, Jean Guéhenno a maintes fois généreusement insisté, et qui a pour conséquence qu'avec les mêmes possibilités intellectuelles au départ, le même appétit de savoir, les enfants pauvres n'accèdent qu'en nombre infime aux études supérieures (en médecine, par exemple, 1,8 % de fils d'ouvriers, contre 25 % pour les enfants issus des milieux de fonctionnaires, de professions libérales et d'enrichis de tout poil).

Donc, du certificat d'études primaires au bachot, juin-juillet est l'époque de l'angoisse, des colères ou du ravissement. De toutes manières, les parents pensent à l'établissement de leurs enfants sans montrer toujours, et c'est bien humain, une juste vision des choses. Mais les maîtres y voient-ils plus clair ? Ce n'est pas sûr du tout.

D'abord, et depuis l'origine, une sotte tradition fait classer les élèves en deux catégories : les bons, qui ont du mérite, le mérite d'être doués, et les mauvais, qui sont capables de ne l'être pas, même s'ils font des efforts pour compenser leur absence de facilités. Et cela malgré tous les démentis que la vie se charge d'apporter à cette conception absurde des « bons et des mauvais ». Entre les deux sont les « moyens ». On n'en parle pas. Pourtant certains font de gros efforts pour se maintenir à ce niveau. Enfin, succès et mérites sont confondus comme l'échec l'est avec la faute.

Tel enfant, toujours premier dans les classes élémentaires, et dont les parents avaient pensé qu'il irait très loin, n'arrive pas à suivre une sixième ; tel autre, brillant en 6e et en 5e, accusera subitement un effondrement de toutes ses qualités quand il se trouvera en 4e. Son nouveau professeur le tiendra pour un cancre, alors que c'est lui-même, le maître, qui aura créé cette inhibition et provoqué une crise affective désastreuse. Ici, la patience de parents intelligents pourra éviter la catastrophe. Ce fait nous est conté par un professeur agrégé qui connut ce cas.

Nous voyons là les méfaits de certaines maladresses pédagogiques et de l'incompatiblité d'humeur !

* * *

On sait l'importance que les parents attachent aux notes, dont ils n'ont pas toujours une notion raisonnée, ce qui est la cause de bien des erreurs éducatives. Un professeur, éclairé celui-là, nous dit (1) : « Les notes sont une monnaie imparfaite et trompeuse d'un alliage mal défini, en ce sens que leur valeur **dépend de celui qui les donne**, d'abord. Tel correcteur qui se réfère à une perfection idéale, et le plus souvent **toute personnelle**, estime bien payer par 12 une leçon, une version, une dissertation que tel autre appréciera à 8, et un troisième à 14, au point que la double correction s'imposerait dans tous les examens et concours. Impossible de se faire entendre d'une Administration bornée, mais l'inquiétude des parents sur ce point est fondée, et c'est vrai que **le hasard** a une trop grande part dans l'avenir des candidats.

» Pour les exercices quotidiens, les notes ont un autre défaut : malgré les remarques qui les accompagnent, on ne sait pas toujours à quoi elles correspondent, résultat absolu ou relatif ? Progrès ? Bonne volonté ? Travail ? La chose, cependant essentielle pour une stricte et élémentaire justice, échappe aux parents qui interviennent avec une optique tellement particulière qu'ils ne peuvent pas ne pas entendre de travers des signes qui, ainsi, ne veulent rien dire. »

Cela est clair : les parents accordent aux notes un crédit qu'elles ne méritent pas, car leur exactitude mathématique est un leurre.

Des notes découlent les places. La compétition est organisée par les adultes, les enfants doivent sans cesse **se dépasser** les uns les autres ! Que deviennent les différences foncières qui existent entre eux : dons personnels, hérédité, vie familiale ? Peut-on équitablement comparer l'un à l'autre deux élèves ?

Nous voyons qu'on ne néglige rien pour développer la vanité des uns et blesser, humilier les autres : tableaux d'honneur, prix, proclamations, etc. Puis, pour exalter cet « idéal » de dépassement, les rangs sont communiqués aux parents, qui sont prêts à s'attribuer **les succès, mais pas les échecs** bien sûr... Les chiffres, inhumains, sont sacrés, les parents en ont le culte — malgré les conflits qu'ils provoquent.

Les notes ne sont qu'un artifice (insuffisant) pour obtenir un effort comme les parents utilisent le sucre d'orge : rien de plus. Mais que l'enfant ne soit pas victime du procédé. En bref, nous dit encore notre professeur « nos notes n'ont pas plus de valeur que nos francs-papier anciens ou les assignats de la Révolution : c'est une facilité (dont, la preuve est faite, l'Education Nouvelle a démontré l'inutilité). Même si les maîtres se piquent au jeu, les parents devraient régler leur gouverne personnelle sur ce point de vue.

« N'oublions pas qu'ils sont eux aussi (les parents) de grands enfants, qu'on les oblige à tenir **une comptabilité absurde** et que c'est leur pauvre moyen à eux de « capitaliser ».

» Dans ma classe, je mets des notes, mais mes élèves sentent qu'il s'agit de signes **conventionnels et fugitifs**, ils y attachent moins d'importance qu'à l'estime que j'ai d'eux, et que je leur manifeste par des moyens plus intelligents. »

Enfin, les parents pensant par eux-mêmes sont rares sans doute. L'échec, comme le succès, n'est pas un point d'arrivée, mais de départ. Les diplômes ouvrent peut-être un chemin, mais n'assurent pas forcément la quiétude ! De plus, un échec est un accident qu'il faut traiter comme tel, simplement, et penser à une erreur d'orientation possible — ce qui est souvent le cas — ou encore à des troubles du développement à certains moments de la vie de l'enfant et qui engendrent la fatigue, des difficultés d'attention.

Ne voit-on pas aussi des parents s'entêter à vouloir ce que l'enfant ne peut réaliser, espérer ? Pas besoin d'y regarder de bien près et bien longtemps pour s'apercevoir que c'est d'abord **leurs ambitions** à eux qu'ils considèrent. L'enfant en est presque oublié !

Il faut en prendre son parti : on ne peut cultiver que des aptitudes qui existent. Il s'agit de les découvrir avant tout et de mettre en œuvre les moyens matériels et affectifs propres à les utiliser. Notes, diplômes, succès ou échecs ne traduisent pas, ou traduisent mal, la réalité. L'enfant est souvent caché derrière tout cela ! Nous craignons bien qu'il ne le soit de plus en plus.

*
* *

Dans une chronique, déjà ancienne, Georges Duhamel déplorait la pauvreté de l'orthographe que montraient certains de ses correspondants, gens pourtant pourvus de diplômes : « J'ai trouvé des fautes d'orthographe dans des lettres de bacheliers, voire de licenciés. » En ce temps que nous vivons, le Landernau de la peau d'âne est plutôt agité : la baisse du niveau scolaire, et singulièrement du français, fait l'objet de commentaires alarmants : pas de premier prix de composition française au concours général de cette année (2).

Mais cette crise de l'orthographe est-elle un effet de l'agitation de notre temps, une conséquence du caractère passif des loisirs offerts aux jeunes : radio, télévision, cinéma, publications illustrées — trop — aux textes sans art ? Nous avons bien lu, il n'y a guère, qu'on a trouvé jusqu'à vingt fautes d'orthographe dans des copies de candidats au bachot. C'est beaucoup...

Abuse-t-on prématurément de certaines subtilités grammaticales qui rebuteraient les enfants ? On dit qu'elles sont utiles, ces subtilités, aux futurs latinistes. C'est possible. Mais le latin est de plus en plus délaissé. Serait-ce aussi une question d'horaire, de méthode ? de programme ? Ce n'est pas sûr.

Des psychologues ont pensé qu'il existait peut-être « une faculté spéciale d'attention au mot dont les enfants seraient inégalement pourvus » (3). Cela est à considérer. N'a-t-on pas vu de bons élèves, intelligents, éveillés, qui traînent pendant toute leur scolarité, et même plus loin, une orthographe scandaleuse, malgré leçons supplémentaires et menaces ? Et, à l'inverse, des enfants irréprochables dans ce domaine marquer une infériorité dans tous les autres ?

On serait tenté de penser à une espèce de force occulte dont on ne peut que constater l'absence ou la présence chez l'élève ! Pour notre part, nous y croyons un peu.

Et nous revenons au monde d'images et de son dans lequel nous vivons. Son et images tendent à remplacer le mot écrit dont le souvenir visuel est moins vivace, et même finissent par écraser ce souvenir que l'enfant ne peut garder au cours de sa scolarité.

Un auteur fait cette remarque : « Contrairement aux lois du calcul dont la rationalité inflexible les préserve de toute déformation, les règles de l'orthographe demandent moins à être comprises qu'à être respectées (et senties aussi). Leur caractère, en quelque sorte institutionnel, les expose à l'indifférence, voire au mépris de certains enfants. »

Et, selon cet auteur, la crise de l'orthographe est peut-être le symptôme d'une crise plus profonde du respect. Le remède serait-il dans la lecture attentive, silencieuse ? Car, fait consternant, les élèves lisent peu. Parmi les meilleurs, 50 % s'intéressent aux livres, parmi les moyens et les derniers des classes, 14 % seulement. Et quels livres lisent-ils ? Les illustrés, bien sûr, ont la préférence de ceux-ci... 36 pour cent.

Pour nous, le contrôle des lectures serait souhaitable sans doute, car on a pu constater une nette amélioration de l'orthographe, en six mois, par l'application du principe des lectures contrôlées. (Nous savons, naturellement, que les meilleurs principes doivent se garder de toute rigidité.) L'enfant qui réussit en orthographe et dans les matières littéraires est, souvent, celui qui lit plus que les autres (peut-être pas toujours, mais c'est là une indication). Et surtout celui qui vit dans une atmosphère où les livres sont des amis.

*
* *

Que le grand souci des parents soit l'établissement de leurs enfants, on le comprend ; qu'ils leur assurent, par des formations diverses, par divers enseignements, le moyen de gagner leur vie au mieux, soit.

Mais combien de parents envisagent que la vie gagnée **il faut la vivre ? Apprendre à la vivre ?**

Nous n'aimons pas les grands mots, comme « la culture » que beaucoup de vaniteux, de snobs, confondent avec le savoir, quel qu'il soit, et dont ils ont la bouche remplie de cette érudition, pas toujours de bon aloi, qu'ils étalent sans modestie et sans se douter que ce faisant ils se couvrent de ridicule.

Que les parents y songent. La vie gagnée doit être **vécue** dans le bonheur de l'esprit.

Avec ou sans les timbales décrochées à la loterie des examens.

---

(1) Michel Rousselet, professeur agrégé (*Les Informations Sociales*).

(2) Il est vrai que l'encombrement des établissements scolaires, écoles et lycées, que nous devons à la « poussée démographique », y est bien pour quelque chose. Il est difficile de pourvoir les postes de professeurs qui seraient nécessaires, tout le monde le sait.

(3) René Mongé : *Informations Sociales*.

A nos lecteurs, à nos abonnés à nos amis

Certains lecteurs règlent, quand ils le règlent, leur réabonnement avec un retard excessif. Nous l'avons dit maintes fois. Malgré les préoccupations constantes que cela nous cause, l'appui matériel que nous ont apporté quelques camarades nous a déjà permis, à trois reprises, d'augmenter le nombre de pages de notre revue. Nous espérons que cet effort encourageant non seulement continuera, mais permettra aux « Cahiers » de paraître plus souvent sur 12 pages et même, de temps en temps, sur 16 pages.

Telles sont nos intentions. Mais on comprendra ce qu'elles représentent d'effort. C'est pourquoi nous demandons, une fois de plus, à ceux de nos abonnés qui sont en retard d'accélérer leur règlement.

Car, amis lecteurs, pour que notre revue vive, pour qu'elle remplisse la grande mission humaniste et libertaire que nous nous sommes assignée, votre enthousiasme, votre appui matériel et moral nous sont absolument indispensables.

ADHÉSIONS

« En réponse à l'article *Les adhésions individuelles,* considérez le Cercle d'Etudes Psychologiques de Saint-Etienne, et le périodique *L'Homme Libre,* comme adoptant la position humaniste libertaire préconisée dans votre journal.

« Avec les fils de la terre, au-dessus de tous les murs, nous marcherons ensemble sur les chemins de la liberté. »

Tel est ce que les camarades du Cercle d'Etudes Psychologiques nous ont écrit. Nous sommes très heureux de ce rapprochement et nous espérons qu'il donnera lieu à une collaboration fructueuse. Nous espérons aussi qu'il incitera d'autres groupes, ainsi que les individualités isolées, d'accord avec la position humaniste libertaire, à adopter une même attitude.

Un regroupement fraternel de ceux qui veulent faire œuvre constructive dépourvue de dogmatisme traditionnel et de démagogie stérile est indispensable. Amis, unissons nos efforts !

LA PENSEE D'ERICH FROMM

I

Mathilde NIEL

CAUSERIE PRONONCEE
A L'OCCASION DU PASSAGE D'ERICH
FROMM A PARIS, LE 5 JUIN 1963

Erich Fromm, professeur de psychologie et de psychanalyse à l'Université de Mexico et à celle de New-York, est l'auteur de nombreux ouvrages universellement connus (**Escape from Freedom, Man for himself, The Sane Society,** etc...) (1). Si Erich Fromm est un savant — le fondateur, avec K. Horney et Sullivan, de l'**Ecole culturaliste américaine de psychanalyse** — c'est surtout un grand **humaniste.**

Or, aujourd'hui, la rivalité des idéologies politiques et nationales entre l'Est et l'Ouest risque de précipiter l'humanité dans une catastrophe dont elle ne se relèverait pas ; la civilisation technicienne et l'autoritarisme des Etats transforment lentement l'homme en un automate bien nourri, bien vêtu, mais dépourvu d'âme. Tout ce qui donne un sens à la vie humaine : l'épanouissement individuel de chacun dans la liberté et dans un travail créateur, les relations amicales entre les hommes, la joie de travailler en commun à l'édification d'un monde plus beau, plus juste, plus fraternel, tout cela paraît gravement menacé. Comment un homme aussi lucide et aussi généreux qu'Erich Fromm n'en serait-il pas bouleversé ?

C'est pourquoi ses derniers ouvrages : **The Sane Society, May man prevail ?, Beyond the chains of illusion,** traduisent une profonde inquiétude. Néanmoins, le temps passe, et Erich Fromm pense que l'homme possède en lui suffisamment de ressources pour trouver des remèdes aux menaces qui pèsent sur lui. Quels sont ces remèdes ? Comment parvenir à une société saine ? Quelles sont les chances actuelles de la paix ? elles sont les questions auxquelles il tente de répondre.

NOTRE SOCIETE EST MALSAINE

Erich Fromm pense que la société du 20e siècle est profondément malsaine. Beaucoup, subjugués par les inventions techniques, machines, gadgets, spoutniks..., et inconscients du caractère pathologique pris par notre civilisation, sont fiers de leur époque. Cependant, comment se glorifier d'une civilisation dans laquelle des blocs rivaux ont accumulé, sous forme de bombes thermonucléaires, des milliards de tonnes d'explosifs dant l'éclatement équivaudrait à cinq millions « d'Hiroshima », une seule bombe étant capable de détruire d'un coup 8 millions de vies humaines ? Peut-on appeler « saine » une société dans laquelle certains Etats doivent, par la création de nouveaux besoins, pousser à la consommation et encourager le gaspillage, alors que les deux tiers de l'humanité manquent du nécessaire ? Une société qui utilise les inventions merveilleuses que sont la radio, la T.V., le cinéma, les disques pour droguer les esprits et les abêtir, alors qu'elle pourrait rapidement les éveiller ? Une société dans laquelle le travail bureaucratisé, spécialisé et parcellaire ne procure plus aucune joie créatrice, où l'individu se sent perdu dans les immenses villes, les usines gigantesques, les grands ensembles d'habitation ? Une société, enfin, qui fait de ses jeunes des révoltés, des sceptiques, des apathiques ou des candidats au suicide, et de ses adultes des névrosés ?

Or, la plupart des psychologues et des sociologues ne veulent pas admettre que toute une société puisse être malsaine. Un homme mentalement sain, disent-ils, doit **s'adapter** à sa société : s'adapter à la vie robotisée, au service militaire, à la guerre. Il doit pouvoir, sans troubles, faire comme « tout le monde », dans son travail comme dans ses loisirs. Au lieu de reconnaître que notre culture n'est pas adaptée aux besoins profonds de l'individu, et de rechercher les moyens d'adapter la société à l'homme, on préfère rechercher des moyens psycho-techniques pour adapter à tout prix l'individu à une culture malsaine. Dans notre société sont considérés « normaux » les ambitieux, les agressifs, les conformistes, ceux qui vivent pour la réussite, l'argent, tandis que l'on prend pour des rêveurs et des « inadaptés » ceux qui refusent les fausses valeurs et préfèrent mener une vie simple en se consacrant à un travail créateur ou à une tâche sociale.

Puisque la société devrait s'adapter aux besoins de l'individu, il faut connaître quels sont ces besoins. Une société saine doit donc d'abord être fondée **sur la connaissance de l'homme.**

LES BESOINS FONDAMENTAUX DE L'HOMME

Pour approcher de cette connaissance, Erich Fromm étudie « la situation humaine » à la lumière de la biologie et de la science de l'évolution.

L'homme, dernier né de l'évolution animale, est un être différent des autres animaux. Certes, comme tous les animaux, il a des besoins biologiques qu'il doit satisfaire s'il veut rester en vie et vivre en bonne santé. Mais il est à peu près **démuni d'instincts.** Avec l'apparition de l'homme, l'état d'équilibre et d'harmonie qui se fait spontanément entre l'animal et la nature au moyen de l'instinct est détruit. Par contre, avec l'homme émergent des qualités entièrement nouvelles qui compensent la faiblesse de son patrimoine instinctif : il peut se rappeler le passé, envisager le futur, il est doué d'imagination. Grâce au langage, il peut désigner les objets par des symboles. Il possède une raison qui lui permet de comprendre le monde et de le transformer. Mais surtout **il a conscience de lui-même** comme entité séparée du monde. Il est conscient de sa faiblesse, des menaces qui pèsent sur lui, il sait qu'il mourra. Il se trouve face à face avec des **dichotomies existentielles :** il ne peut se débarrasser de son corps et devenir pur esprit immortel, et il ne peut régresser, sous peine de graves troubles psychiques, au stade pré-humain de l'indivision avec la nature. La vie lui pose constamment de nouveaux problèmes pour lesquels il doit, seul, découvrir des solutions nouvelles. En quelque sorte, il doit, à chaque acte, « naître à lui-même », et affronter l'insécurité, la crainte, le doute, l'angoisse que suscite le sentiment d'être seul, séparé.

Mais, pas plus que l'animal, l'homme ne peut vivre coupé du milieu. Son grand problème, c'est de trouver un nouvel équilibre, une forme **d'union-au-monde différente de celle de l'animal, une unité spécifiquement humaine qui sauvegarde, utilise ses potentialités individuelles et son intégrité d'être conscient et séparé.** C'est une erreur de prétendre que l'homme est fondamentalement asocial (comme l'ont fait, parmi bien d'autres, Hobbes et Freud). **Remplacer l'union-au-monde inconsciente de l'animal par l'uinon-au-monde consciente de l'être humain est le problème le plus difficile que nous ayons à résoudre.** Les passions, les religions — des plus primitives aux plus évoluées — les idéologies, les cultures, les névroses même, représentent des tentatives plus ou moins heureuses pour résoudre se problème ; et les guerres, les révolutions violentes, les crimes, suicides, les angoisses prouvent assez que c'est le plus souvent dans la souffrance que l'homme cherche la voie de son accomplissement.

Et, cependant, si les conditions culturelles étaient favorables, chaque individu trouverait en lui-même suffisamment de ressources pour vivre comme un être à la fois pleinement individualisé et pleinement relié aux autres êtres et aux choses. Car :

1° L'homme peut, en effet, se relier au monde par la **raison** — faculté qui lui permet de voir les êtres et les choses **objectivement** (comme le savant, dans son laboratoire, face à la réalité qu'il étudie) ;

2° Il peut se relier au monde par **l'action,** c'est-à-dire par un **travail créateur,** comme le font les artistes, les artisans, les ouvriers qui aiment leur travail ;

3° Il peut se relier au monde par le **sentiment,** c'est-à-dire par l'**amitié** et l'**amour** — à condition que chacun respecte la liberté de l'autre et le considère comme un égal. Pour Erich Fromm, aimer **d'amour créatif** sa femme, son mari, ses enfants, ses amis, c'est **respecter leur individualité et leur liberté** ; c'est ne pas dépendre d'eux, pas plus qu'ils ne dépendent de nous ; c'est, à travers un être, aimer tous les êtres humains et dépasser ainsi les préjugés de classe, de race, de religion, d'idéologie, de sexe pour acquérir le sens de la solidarité et de l'universel.

On croit souvent, à tort, que les trois formes d'union sont utopiques. Or, tout homme normal **les vit** cependant à certains moments de son existence. Ainsi, nous avons tous accompli avec plaisir certains travaux intellectuels ou manuels, nous avons tous connu avec d'autres hommes des rapports d'amitié, dépouillés de vanité, d'esprit de domination, d'égoïsme. Malheureusement, ces moments dans lesquels nous nous sentons pleinement nous-mêmes, tout en étant unis au monde, sont rares, **parce que les conditions socio-culturelles favorisent rarement cette forme d'union créatrice dans l'épanouissement individuel.** Le plus souvent, une mauvaise éducation, une orientation défectueuse, tout le contexte social, empêchent l'individu d'être ainsi lui-même et de se relier productivement au monde. C'est alors qu'il se sent **seul** et que, pour **fuir** un sentiment insupportable de solitude et son angoisse, il recherche une forme d'union sans problème — celle que connaissent l'animal relié à la nature par l'instinct, le jeune enfant étroitement uni à sa mère, le primitif relié à son clan et à ses idoles.

Cette forme d'union est naturelle pour l'animal, le jeune enfant, le primitif, non encore **individualisés.** Mais l'homme moderne, qui a atteint, au cours de l'histoire, un haut degré d'individualisation, ne peut retrouver cette forme d'union pré-humaine. Ce qu'il trouve, quand il veut fuir son moi séparé, c'est une **union artificielle** — sorte d'ersatz à l'union véritable dans la liberté. Alors, il recherche la sécurité intérieure en s'identifiant à un chef, en dépendant

LA COMMUNISATION DE LA JEUNESSE EN ALLEMAGNE DE L'EST

P. R.

Voilà plus de quinze ans que ce pays est soumis à l'influence de son occupant, et il serait intéressant de voir comment on a essayé de s'approprier cette jeunesse. Pour y parvenir, il a tout d'abord été nécessaire que le régime de l'occupant soit accepté par la population : c'est sans aucun doute un des buts importants que poursuit l'Union Soviétique en Allemagne de l'Est.

A la lumière de ce que nous pouvons savoir, il est certain que l'U.R.S.S. a rencontré et rencontre encore et toujours des éléments de la tradition occidentale, qui s'opposent à son ingérence tout comme le milieu familial s'oppose à la mainmise de la propagande officielle sur la jeunesse.

L'U.R.S.S. a donc tout d'abord rendu obligatoire d'élever les enfants conformément à la doctrine communiste, faute de quoi la famille risquait de les voir confiés à des internats d'Etat. Par ailleurs, ne pas se soumettre risquait de compromettre leur avenir : ils se verraient fermer les portes de l'enseignement secondaire et de l'université. Comme on peut le penser, le rôle éducateur incombant à la famille est ainsi rendu difficile : elle ne peut plus inculquer des idées contraires à celles enseignées à l'extérieur, notamment à l'école, car alors il faut apprendre à l'enfant à dissimuler, à mentir, donc à s'insurger contre son éducateur. L'action de la famille ne peut donc être que prudente et limitée, car les parents veulent garder le contact avec les enfants, conserver leur confiance ; il leur faut donc accepter certaines des conceptions nouvelles même s'ils ne les partagent pas.

Si l'occupant se méfie de l'influence de la famille sur l'enfant, il n'en néglige par pour autant l'action de l'Eglise, et c'est ainsi que ses efforts ont aussi porté sur le ralentissement du recrutement du clergé. On a vu plus de 200 pasteurs sur 6.500 s'enfuir de la seule région de Saxe. Les enfants des pasteurs sont écartés de l'enseignement secondaire et des universités. On a vu aussi des tentatives d'infiltrations de « progressistes » chez les protestants, sous le couvert de propagande en faveur de la paix, et plus particulièrement de la fraternité humaine. Intervient aussi la limitation du domaine religieux au spirituel exclusivement, alors que le temporel passe à l'Etat. Par beaucoup d'autres moyens, on a essayé de freiner l'action de l'Eglise ; mais bien qu'il soit difficile de se rendre compte des résultats obtenus, il ne semble pas que dans ce domaine l'occupant enregistre des résultats spectaculaires. Notons tout de même que ce sont surtout les adultes qui maintiennent les positions religieuses, et comme c'est surtout la jeunesse qui est visée, le résultat peut être considéré peu spectaculaire.

Voyons à présent la prise en main de la formation de cette jeunesse par les autorités communistes.

Le but assigné est la formation d'une génération toute favorable au communisme, et que l'on pourra présenter en exemple à l'Allemagne réunifiée ; pour ce faire, il est indispensable d'éviter tout contact avec l'Occident ; il faut arriver à instaurer un régime socialiste unanimement et volontairement accepté, non plus un régime de contrainte comme actuellement. Donc, création d'un régime scolaire public unique ; pour accéder aux degrés supérieurs de l'enseignement, il faut l'accord des autorités, qui, bien entendu, éliminent les « non conformistes » à l'enseignement marxiste-léniniste.

Les enseignants sont tenus de suivre les méthodes et directives de l'autorité politique.

Les ouvrages scolaires sont conçus selon les règles de la dialectique marxiste bannissant toute discussion ou contradiction. Il est d'ailleurs à noter que l'effort fait par les dirigeants de la République démocratique d'Allemagne en faveur de l'instruction est très important, et que cette instruction exerce un attrait incontestable sur la jeunesse.

Une statistique — officielle — indiquait que pour l'année scolaire 1958-59 les universités et les établissements d'enseignement supérieur ont été fréquentés par 65.000 étudiants ; plus de 18.000 étudiaient par correspondance ; 90 % des jeunes gens bénéficiaient de bourses. De leur côté, les facultés ouvrières et paysannes ont reçu 6.300 auditeurs ; 400.000 élèves de 13 à 18 ans ont pu suivre le nouvel enseignement polytechnique ; 62.500 assistaient aux cours d'enseignement professionnel, 20.500 les suivaient par correspondance, 27.500 fréquentaient les cours du soir, les bourses attribuées à l'enseignement technique subventionnent 95 % de l'effectif. Comme on peut le juger, l'effort est immense, et aussi l'espoir d'une ascension sociale, excité par les réalisations scientifiques de l'U.R.S.S., pousse les jeunes Allemands d'âge scolaire à faire confiance à cette organisation de l'enseignement. N'est-ce pas normal ?

L'éducation est dirigée ; dès 3 ans, jardin d'enfants et garderie où l'enfant apprend à vivre, à agir collectivement ; de 6 à 12 ans, il passe dans les « Jeunes Pionniers », où il reçoit un début d'éducation politique ; de 12 à 16 ans, il fait partie des Jeunesses Communistes, des « Pionniers Thaelman » qui, parallèlement à l'enseignement donné à l'école, forment l'initiation au communisme ; de 16 à 25 ans, il devient membre de la **Freie Deutche Jugend,** « Jeunesse Allemande Libre », seule organisation autorisée à grouper les jeunes avec l'organisation « Sport et Technique », de préparation militaire ; ces deux organismes menant à l'accès au parti unique S.E.D.

Bien entendu, à moins de passer pour suspect avec tout ce que cela comporte, il est difficile de ne pas faire partie de ces organisations. Comme on le voit, la jeunesse est ainsi enfermée dans un cadre étanche qui doit l'empêcher de recevoir aucune connaissance du monde non communiste.

Voyons rapidement quelles sont les méthodes d'éducation.

En tout premier lieu, elle est basée sur l'exploitation du sentiment collectif : l'individu ne représente rien, il n'existe qu'en fonction de la société. Tout est organisé, dirigé : travail, recherche, loisirs,, distractions et tous les actes de la vie en commun. L'effort de la pensée est dirigé uniquement vers la collectivité, qui est seule à exprimer une réalité, car la masse a toujours raison. Jeunesse, parti, peuple, monde communiste, cette identité de pensée est grandement facilitée par la vie en commun, l'individu n'étant jamais laissé seul livré à lui-même.

On trouve cette tournure d'esprit jusque dans l'aveu des fautes, le repentir ; en effet, l'autocritique est placée dans le cadre du monde collectif, qui oblitère la personnalité et la liberté individuelle ; c'est vis-à-vis de cette collectivité que l'on a prêché, et elle seule qui a le pouvoir d'absoudre.

Tel est, succinctement esquissé, l'emprise de l'occupant sur la jeunesse de l'Allemagne de l'Est. Essayons à présent de voir les résultats obtenus.

Ils sont très difficiles à apprécier car s'exerçant par la contrainte. Une première constatation se présente à l'esprit ; il y a des réfractaires. Des statistiques fournies, il résulte que, sur plus de deux millions d'Allemands de l'Est ayant quitté leur pays de fin 1949 à fin 1958, 48,2 % étaient des jeunes de moins de 25 ans. Bien sûr, ce chiffre comprend les enfants qui accompagnaient leurs parents (les enfants de moins de 14 ans représentant 17,3 %). Il est bon toutefois de noter que les jeunes de 18 à 25 ans (qui sont donc passés par l'école communiste, et ont subi l'influence de la propagande), dont on est en droit de supposer que la détermination de fuir à l'Ouest est réfléchie, représentent un pourcentage à peu près constant de plus de 20 % de l'effectif total des réfugiés ; une statistique portant sur l'année 1958 indiquait 46.369, soit 22,8 %. Dans cet effectif de fugitifs, on comptait 2.522 étudiants.

Pour le premier trimestre 1959, sur un total de 33.605 émigrés, les jeunes de 18 à 25 ans représentaient 7,272 personnes, soit 24,6 %. Néanmoins, cette minorité ne peut être considérée comme absolument représentative de l'ensemble de la jeunesse, car pour prendre ce risque d'évasion il faut soit être tout particulièrement courageux, soit épris d'individualisme, soit craindre des brimades, soit une ascension compromise par le régime ou encore bien d'autres raisons ; en tout état de cause, il s'agit d'éléments d'une élite qui fera défaut à ceux restés de l'autre côté.

Après ces réfractaires, on trouve une catégorie de fanatiques, les jeunes convertis par l'idéologie, plus ou moins fanatisés par la propagande et qui sont séduits par les avantages réservés aux membres du parti. C'est de cette catégorie, qui est, paraît-il, minoritaire, que sortiront les futurs cadres, les fonctionnaires. A noter que ceux-là, du fait de leur élévation, s'éloignent vite de la masse et font figure de privilégiés.

Entre la première et la deuxième catégorie, que l'on peut appeler les extrêmes, se trouve en effet la grande majorité de la jeunesse, indécise et déçue de constater qu'après tant

---

d'une personne aimée, en idolâtrant une divinité, en participant à des idées érigées en absolu : Etat, nation, idéologie, classe, race, technique, argent, confort, ou bien en se conformant au modèle social que lui offre sa culture (on fait comme « tout le monde » — soit en suivant « l'Américain way of life » aux U.S.A., soit en vivant comme le Français moyen, soit en étant le communiste modèle en U.R.R.S.). Quant à ceux qui n'ont pas les mêmes croyances, les mêmes idoles, on les méprise. A l'extrême, on les hait et on cherche à les **détruire. L'individu qui ne peut être créateur devient automatiquement destructeur. Il tend à détruire les autres en même temps qu'il se détruit en tant qu'individu séparé.** Il endosse une personnalité d'emprunt, il joue un rôle, il n'est ni simple, ni spontané, ni aimant.

d'années la réalité du régime communiste ne correspond pas aux promesses. Pas plus les conditions d'existence que les conditions de travail ne sont satisfaisantes.

Que reproche la jeunesse à la pratique du communisme ? En tout premier lieu, la tyrannie des fonctionnaires du parti, le favoritisme dans la promotion sociale qui, bien entendu, récompense surtout la soumission aux puissants du jour plutôt que le mérite ; la mauvaise organisation du travail résultat de l'accès d'incapables au pouvoir ; les échecs économiques et, enfin, la subordination des intérêts allemands aux exigences de l'impérialisme national russe. Comme l'on peut s'en faire une idée, ces critiques ne visent pas l'essence même du système économique et social marxiste, qui continue d'être considéré comme bon, mais seulement la manière maladroitè ou malhonnête avec laquelle ce régime est mis en application. D'autant plus que cette jeunesse met à l'actif de la révolution communiste les bienfaits suivants : présence permanente d'un Etat-providence qui prévoit, organise et ne laisse jamais l'individu dans l'isolement ; possibilité de susciter un enthousiasme collectif propre à mener à bien de grands travaux nationaux qui sont la fierté des membres de la collectivité (la construction par les jeunes des écoles, de l'université et de l'industrie d'un pipe-line unissant l'Allemagne de l'Est à l'U.R.S.S. a été considérée comme un résultat positif de la mystique communiste).

Comme on peut le constater, cette troisième catégorie, qui représente la majorité de la jeunesse allemande, demeure donc dans son ensemble attachée à la révolution marxiste. Elle fait un compromis entre l'avènement d'une société collective meilleure qu'elle pense réalisable en suivant l'enseignement marxiste-léniniste, et les imperfections de son existence présente dont elle désapprouve les fautes.

Si cette jeunesse adresse des critiques au communisme allemand des dirigeants de Pankow, il ne faut pas en conclure que pour cela elle approuve les systèmes économiques, politiques et sociaux de l'Occident. Il n'est qu'à se rapporter aux témoignages des jeunes réfugiés qui sont pleins de préjugés et de critiques vis-à-vis des démocraties du monde libre.

Il paraît que les jeunes Allemands venant de l'Est sont soumis à une rééducation à laquelle d'ailleurs ils ne s'adapteraient pas tous. Il serait difficile d'éveiller chez ces jeunes des réflexions et jugements ayant une valeur personnelle ; en fait, ils sont marqués par la formation reçue. N'oublions pas qu'à l'Est démocratie signifie dictature « du prolétariat », élection équivaut à consultation populaire au profit d'un parti unique, et vérité correspond aux affirmations catégoriques de la doctrine.

En conclusion, l'on peut dire que cette jeunesse a été intoxiquée par une dialectique qui ramène tous les problèmes à l'opposition du bien et du mal, du vrai et du faux, du noir et du blanc, le tout interprété suivant la doctrine officielle.

Si au début de l'exposé j'ai parlé de la masse importante de manœuvre que représentera la jeunesse allemande pour celui qui en disposera, je dois ajouter à présent que pour en disposer il faudra lui offrir le visage d'une société mieux organisée que celle dans laquelle elle évolue, plus efficace et surtout plus juste.

Il y a là matière à méditation.

DISCUSSION

LETTRE REÇUE

Mon cher camarade,

J'ai lu avec un grand intérêt votre ouvrage sur l'éthique moderne.

Je partage, sur bien des points, votre avis. Permettez-moi cependant de vous soumettre quelques réflexions, qui pourraient donner lieu, entre nous, à un profitable échange d'idées.

D'abord, à la base, il faut définir la morale.

Il y a malheureusement, dans notre monde actuel, non pas une morale, mais des morales. La morale de l'objecteur de conscience n'est pas celle du militaire de carrière. La morale du prolétaire n'est pas celle du capitaliste.

Pour trouver un terrain commun, il faut partir de la raison, qui est la même pour tous, et non des sentiments, qui diffèrent de pays à pays et de classe à classe.

Le critère de moralité que j'adopte est le bien général de l'espèce humaine. Cela conduit à la paix par le droit, à l'organisation générale par l'exploitation rationnelle de la planète, à la justice sociale et même à l'amélioration du comportement individuel. Il suffit de se demander, avant tout acte important : que deviendrait l'humanité si tous les hommes agissaient comme je vais le faire ? Ainsi se résolvent aisément les problèmes tels que l'euthanasie et celui des naissances monstrueuses.

Je ne crains pas, comme vous, l'avachissement des hommes par un excès de confort. Notre ère est incomparablement plus douce que celle de nos ancêtres préhistoriques. Notre activité, surtout intellectuelle, est augmentée.

Je ne vous suis pas quand vous partez en guerre contre le communisme. Plaçons-nous, comme vous le faites, au point de vue de l'éthique. Je trouve que le régime communiste est moins immoral que le régime capitaliste. Je pense que la classe possédante n'abandonnera jamais, de plein gré, ses privilèges. Il faut donc les lui arracher, non par la force, mais légalement par la volonté d'une majorité qui imposera d'abord le collectivisme. C'est un immense progrès qui se dessine même dans les pays simplement démocrates.

Alors, plus personne ne fait fortune, mais il n'y a plus d'indigents. La part énorme que prélève le capital au profit des riches revient à tous. Le communisme est un passage nécessaire pour aboutir enfin à un progressif anarchisme, qui ne pourra s'instaurer qu'après la suppression des guerres et des rivalités commerciales.

Voilà pourquoi je suis communiste.

Croyez, mon cher camarade, à mes sentiments très sincèrement dévoués.

F. M.

REPONSE

Paris, le 15 juin 1963

Cher camarade,

Je ne crois pas à l'utilité des discussions épistolaires. Aussi vous m'excuserez si ma réponse est très brève.

D'accord avec vous sur la définition de la morale, mais j'avais été plus loin dans mon essai : j'ai recherché l'**éthique**, supérieure à la morale.

Que notre vie soit incomparablement plus douce que celle de nos ancêtres préhistoriques, qui en douterait ? Je me tue à répéter qu'elle est même beaucoup plus douce qu'il y a cinquante ans. Mais nier que les améliorations matérielles peuvent être et sont une cause de décadence de la valeur humaine quand elles dominent les préoccupations de chacun, comme il arrive, c'est ignorer la réalité. Les travailleurs salariés de l'usine et de l'atelier qui ont amélioré sérieusement leur situation ne sont aujourd'hui que des petits bourgeois obsédés par l'élévation continuelle de leur niveau de vie, ou l'achat d'une nouvelle automobile, parlant plus de « couplés » et de « tiercés » que de socialisme et de révolution sociale. Vous ne vivez pas leur vie, et vous êtes dans l'abstraction à ce sujet. Moi, je la vis, à l'atelier, à l'usine et ailleurs, depuis 1908, et je puis vous assurer que, dans l'ensemble, la conscience individuelle et sociale des travailleurs à rétrogradé lamentablement, car sous la condition de l'ouvrier comme sous celle du bourgeois, il y a la condition humaine que la seule lutte de classes semble trop vous masquer.

Je ne pars pas en guerre contre le communisme, mais contre le régime dit communiste, qui, le premier, est parti en guerre contre tous les révolutionnaires socialistes, anarchistes, syndicalistes et autres qui n'ont pas voulu s'incliner sous sa domination totalitaire. Je suis, du reste, communiste, avec l'école anarchiste dans laquelle j'ai milité, et qui, depuis 1879, a défendu internationalement ce principe juridique, alors que le socialisme marxiste défendait le collectivisme.

Mais appeler régime communiste celui qui existe actuellement en Russie, ou croire qu'il y conduira, c'est fermer volontairement les yeux devant la réalité. Ni communisme ni collectivisme. Et l'inégalité économique est plus grande, si nous considérons l'ensemble de la vie sociale, dans ce régime que dans le régime capitaliste lui-même. Comment pouvez-vous croire que là où les salaires vont de 300 roubles par mois, ou moins, à 30.000, ou plus, là où les nouveaux privilégiés ont bonne et cuisinière, automobile de luxe et « datcha » en propriété, on marche vers l'égalité économique ? De nouvelles classes se sont créées, par le truchement de l'Etat, et elles se renforcent et exploitent les travailleurs de base, ou la masse paysanne par des moyens différents que le capitalisme privé, mais tout aussi efficaces quant aux résultats.

Pour que cela disparaisse, il faudrait une liberté d'opposition qui n'existe pas. Le régime a exterminé, sous Staline, quelque **trente millions** de personnes, et sous prétexte qu'il conduisait au communisme, vous avez justifié les camps de concentration abominables de Vorkuta, de Kharaganda et d'ailleurs. Je répète que le capitalisme n'a pas été si loin, malgré toutes ses abominations.

Le communisme n'est pas « un passage nécessaire pour aboutir enfin à un progressif anarchisme ». Notez d'abord que c'est vous, et non moi, qui employez cette dernière formule. Mais l'essentiel est qu'il n'y aura pas d'égalité économique — appelez-la communiste si vous voulez — sans égalité de droits politiques et humains, ce qui est incompatible avec l'Etat politique que préconise votre parti, et plus encore avec la domination de ce parti sur la société, sous prétexte de dictature du prolétariat.

Bien cordialement,

G. L.

UNE EXPERIENCE PASSIONNANTE

I

Laureano RIERA

Nous reproduisons, à partir de ce numéro, une très intéressante étude sur l'expérience passionnante (1) que sont en train de réaliser des hommes, probablement venus de différents horizons et de différentes tendances sociales, qui depuis quatre ans ont pris en main la gestion d'un des plus grands établissements spécialisés dans la congélation de la viande, en Uruguay.

Le rapport écrit par un militant qui a vécu et vit cette expérience fait état, avec une impartialité remarquable, de tous les aspects et toutes les difficultés des problèmes à résoudre. Il tranche avec les habituelles accusations « antiyanques » qui prétendent tout expliquer et tout résoudre par une démagogie inepte. Il montre la complexité des questions posées avant, au début et pendant la gestion de la coopérative, les luttes avec les centrales syndicales hostiles, tout ce qui concerne les rapports avec les fournisseurs de matières premières, les clients, l'Etat lui-même — favorable, reconnaissons-le, et ce qui ne nous étonne pas, en Uruguay — à cette initiative courageuse.

Il y a là une leçon à tirer, et qui pourra nous inspirer, pour l'avenir. Sachons en retenir tous les enseignements.

LA REDACTION

Depuis 1942, année où elle fut constituée, et jusqu'en 1960, la Fédération autonome de la Viande fut l'organisation syndicale la plus puissante d'Uruguay. Ses conquêtes économiques et sociales — parmi lesquelles une « assurance-chômage » — n'ont pas d'équivalents en Uruguay ; la Bourse du travail et une loi spéciale contre les renvois arbitraires lièrent pratiquement les mains aux patrons capitalistes. Les entreprises possédaient nominalement les « frigorifiques », mais en fait la loi était dictée, d'une part, par le syndicat et, d'autre part, par le pouvoir d'Etat, lequel fixe les taux de change pour les transactions internationales et, par l'intermédiaire du Frigorifique National, fixe également les prix de la matière première (le Frigorifique National, administré par les éleveurs et par l'Etat, fixe les prix du bétail et détient le monopole de la fourniture de viande au secteur de Montevideo). Parallèlement à cette situation, insupportable pour des entreprises capitalistes, les prix de la viande du Rio de la Plata sur les marchés internationaux accusèrent une baisse importante, pendant qu'augmentait le prix des matières premières et des produits manufacturés de provenance étrangère (machines, outillage, combustibles, etc.). D'autre part, le commerce illicite de la viande, l'abattage clandestin — favorisé par la corruption politique et bureaucratique de l'Etat — soustrayait aux entreprises un volume de travail sur lequel elles comptaient pour couvrir leurs frais habituels, lesquels sont élevés, étant donné les avantages conquis par les travailleurs et le mécanisme industriel et administratif complexe d'usines prévues pour traiter le double ou le triple du bétail disponible.

Il se produisit ainsi une crise sans précédent dans le pays. En 1957, les puissantes compagnies à capital nord-américain (Frigorifico Artigas S.A., filiale d'Armour, de Chicago, Compagnie Swift, de Montevideo S.A., filiale de l'International Packers Co) annoncèrent la cessation de leurs activités, et mirent en vente les deux grands établissements à des conditions véritablement tentatrices. Cependant, ni l'Etat, idéologiquement partisan des « nationalisations » antiimpérialistes, ni aucun groupement économique, national ou étranger, ne firent des offres. Il était évident que l'industrie frigorifique uruguayenne avait cessé d'être une « affaire ». Le 20 décembre 1957, date fixée pour la fermeture des deux établissements, arriva, et quelque 5.000 ouvriers se trouvèrent sans travail ; c'était la moitié environ de l'effectif total des travailleurs de l'industrie frigorifique uruguayenne. Les trois autres frigorifiques — Anglo, Nacional et Castro — ne fermèrent pas, mais travaillaient à moins de 50 pour cent de leur capacité, de sorte que, pendant l'année 1958, 75 pour cent des travailleurs de la viande se trouvèrent sans emploi ; pour comble de malchance, la caisse d'assurance-grève était vide, puisqu'elle se nourrit en grande partie d'apports ouvriers et patronaux qu'on ne verse que lorsqu'on travaille.

Nous nous vîmes donc affrontés à un problème vital. Quelle valeur pratique représentaient toutes nos conquêtes ouvrières et sociales, légalisées, codifiées et appuyées par le pouvoir syndical, face à la perte de notre source de travail ? Tout notre patrimoine social s'effondra comme château de cartes.

C'est alors que quelques esprits audacieux, versés en sociologie vivante, et des militants syndicaux possédant une longue expérience nous dirent : « Notre organisation syndicale est dans une impasse ; nous n'avons plus de patron à qui réclamer des améliorations ; mais comme nous ne pouvons pas être absorbés par d'autres industries et, de plus, comme l'Uruguay doit fatalement continuer à être un pays producteur et exportateur de viande, il nous faut chercher un autre chemin : réclamer la possession des établissements fermés et les faire fonctionner pour notre compte au moyen d'un système collectif ou coopératif. »

UN MONDE D'ENNEMIS

Cette idée ou, pour mieux dire, ce nouveau chemin fut ouvert lors d'une table ronde réalisée au Cerro (2) au début de 1958. A cette table ronde, la Fédération autonome de la Viande invita les gouvernants et les législateurs de tous les partis, les représentants des secteurs ruraux, les organisations syndicales du pays et la presse orale et écrite. En général, cette initiative fut considérée comme une idée romantique, absurde, quichottesque et insensée. Les seuls qui la prirent au sérieux furent les marxistes, les socialistes et les communistes pour la combattre énergiquement et la calomnier de mille façons diverses, mais tout aussi malhonnêtes. Ils disaient que la fermeture des frigorifiques était une comédie, un simulacre, un chantage de l'impérialisme réclamant des subsides, mais que pour le cas où ces fermetures seraient véridiques, l'Etat devait s'approprier des établissements sans indemnisation, et les nationaliser. Ils ne voulaient pas que les travailleurs deviennent les maîtres de leur usine, ils ne voulaient pas entendre parler de coopérative, mais soutenaient *et soutiennent encore* que dans un système capitaliste le prolétariat ne peut réaliser avec succès un essai de gestion économique qui lui soit propre. D'abord, disent-ils, il faut chasser la bourgeoisie du pouvoir politique.

Bien que, parmi les cadres dirigeants de la Fédération autonome de la Viande, les communistes ne fussent, à ce moment-là, qu'une petite minorité, leur opposition à l'initiative coopératiste eut une grande résonance. La majorité des délégués ouvriers du Frigorifique National, des Frigorifiques Anglo, Castro et Swift, de la Société de chargement et de déchargement, des conducteurs de bétail, s'opposaient à l'initiative coopérativiste. Les causes de cette opposition presque massive parmi les cadres dirigeants sont de natures diverses :

a) Carence totale de culture sociologique et d'information ou de formation coopérativiste ;

b) Défaut du sens de la responsabilité, suite logique de l'attitude passée, des abus commis au temps de notre lutte contre les vieilles entreprises, un peu par esprit de vengeance ou de représailles, un peu à cause de cette tendance, très nationale, que l'on appelle « relajo » et qui est une sorte de délinquance sociale où l'orgueil national ne voit que « malice créole » et qui se traduit par le « vol en douce », la « fauche », et une série de fraudes en ce qui concerne le travail, telles que la négligence, le « pointage » des absents, le « bouzillage » le sabotage, etc. ;

c) La soummission à la paternelle omnipotence de l'Etat ;

d) La crainte d'entreprendre une tâche nouvelle sans expérience, sans capital et sans assurance de succès ;

e) La nostalgie des luttes antipatronales (contre qui ferons-nous grève, et à qui imposerons-nous notre puissance syndicale lorsque nous n'aurons plus de patron ? Comment dominer les masses par nos diatribes s'il n'y a plus personne contre qui les prononcer ? De quelles injustices sociales pourrons-nous nous plaindre lorsque nous serons les maîtres de notre propre destin ?) ;

f) La crainte que les nouveaux intérêts — défense de l'entreprise, relations commerciales, engagements de livraisons, etc. — n'embourgeoisent les travailleurs et ne les éloignent de la « gauche » ;

g) Traîtres et aventuriers, agents patronaux des frigorifiques concurrents, nombreux étaient ceux qui avaient intérêt à ce que les frigorifiques fermés ne se rouvrent pas (fabriques de savon, fabriques de charcuterie, de produits végétaux, déjà installées ou sur le point de l'être, parfois par les même actionnaires de l'ex-Swift ou de l'ex-Artigas, avaient malheureusement des porte-parole stipendiés dans les rangs de l'opposition ; au sein du Congrès national des délégués, composé de 120 personnes, sans compter les gangsters du marché noir et les agents du Frigorifique Armour do Santa Ana do Livremento, au Brésil, qui traite du bétail uruguayen passé à la frontière en contrebande et exporte par le port de Montevideo, etc.) ;

h) Et finalement, sans pour autant épuiser l'inventaire des ennemis de l'initiative coopérativiste, les communistes, doctrinaires et militants du parti, qui prévoyaient avec certitude que la création de la coopérative détruirait l'unité organique de la Fédération autonome de la Viande et réduirait à néant leur intention de l'intégrer à leur future Centrale unique des travailleurs de l'Uruguay, en projet mais non réalisée.

SANS CAPITAUX, NI CREDIT

Nous n'insisterons pas sur l'opposition du grand capitalisme national et étranger, et des latifundistes (3) uruguayens, lesquels, en réalité, se limitèrent à voter contre la loi de création d'E.F.C.S.A. au Parlement, persuadés qu'ils étaient que nous irions à un échec inévitable, étant donné que nous ne disposions ni de capitaux de roulement, ni de crédit bancaire, ni d'un appui financier de l'Etat ; ils désiraient finalement que la coopérative se constitue afin de pouvoir démontrer, après son échec, que les travailleurs n'étaient pas mûrs pour une telle expérience, par laquelle on prétendait reformer rien de moins que l'industrie de base de l'économie nationale. (L'industrie de la viande en Uruguay est, en effet, l'équivalent de la sidérurgie anglaise, du pétrole au Venezuela, du sucre à Cuba ou de l'automobile aux Etats-Unis, toutes proportions gardées) (4).

Aux facteurs précédemment énumérés, il faudrait ajouter que ni le gouvernement en place à l'époque, ni la masse ouvrière des frigorifiques n'avaient des idées très claires sur ce qui devait se faire.

Le gouvernement (avec l'approche de la saison où le bétail atteint son poids maximum et, de plus, la proximité des élections nationales, les deux événements étant pour novembre) voulait se débarrasser, de n'importe quelle façon, du problème des frigorifiques, et les travailleurs, qui chômaient depuis un an, voulaient travailler, de n'importe quelle façon, c'est-à-dire sous n'importe quel régime, qu'il fût patronal, d'Etat ou coopérativiste. Telle est la vérité pure et simple.

Mais aucun groupe financier ne s'offrit à acheter les frigorifiques fermés. L'Etat, pour sa part, n'en voulait pas, même en cadeau. Les éleveurs — qui forment la classe la plus rétrograde du pays — demeurèrent complètement passifs ; ils pensaient pouvoir écouler leur marchandise par l'intermédiaire de l'abattage clandestin, des frigorifiques encore en fonction, faire passer la frontière du Brésil à ce qui leur resterait de bétail sur pied, et se consacrer ensuite à la production de céréales ou à l'élevage des moutons.

L'avenir était réellement sombre. Mais les dirigeants syndicaux et les ouvriers du frigorifique Artigas ne faiblirent pas dans leur intention de rouvrir les usines fermées, et comme nos propres dirigeants étaient simultanément dirigeants de la Fédération autonome de la Viande, et pouvaient compter sur l'appui de quelques dirigeants du Swift, du Frigorifique National, du Syndicat des transporteurs de bétail et de l'Association des employés de l'industrie frigorifique, ils firent pression sur le gouvernement en lui donnant l'impression que la Fédération ouvrière de l'industrie de la viande et dérivés (autonome) favorisait la solution coopérativiste. Nos camarades comptaient également sur un autre appui inestimable : le gérant du frigorifique Artigas, le superintendant, les chefs de services, la majorité des techniciens et des spécialistes formaient une équipe sans fissure ; Uruguayens, ils considéraient comme une hérésie économique le tarissement provoqué d'une source de travail et de richesse comme ce frigorifique où ils avaient passé une grande partie de leur vie, et ils se mirent à la disposition du Syndicat des ouvriers et ouvrières d'Artigas pour assurer la responsabilité de l'administration et de la direction technique de l'établissement. C'était là, pour ainsi dire, l'état-major dont avait besoin l'armée du travail pour sortir victorieusement de cette terrible aventure qui consistait à vouloir, pour la première fois en terre américaine, travailler sans patrons.

Le gouvernement, averti de cette situation, et croyant que toute la Fédération de l'industrie de la viande était d'accord, se décida finalement à présenter à l'Assemblée Générale (pouvoir législatif) un message et un projet de loi exonérant d'impôts la transaction projetée, et fixant les normes juridiques de la nouvelle société que nous, les ouvriers, nous nous proposions de constituer dans le but de pouvoir « acheter » les établissements fermés. Le projet devint loi fin octobre 1958.

C'est ainsi que, pour pouvoir acheter les frigorifiques, les travailleurs de l'Artigas et du Swift se constituèrent en société dénommée : « Establecimientos Frigoríficos del Cerro, Sociedad Anónima » (E.F.C.S.A.).

---

(1) Publiée dans le Bulletin de la Commission Internationale de liaison ouvrière.

(2) Quartier ouvrier de Montevideo, où sont situés la plupart des établissements frigorifiques.

(3) N. de la R. — Grands propriétaires terriens.

(4) N'oublions pas que, selon les chiffres donnés auparavant, les travailleurs des « frigo » sont dix mille en tout et que leur industrie est la plus importante. Or, l'Uruguay compte 2.800.000 habitants, et ces « frigo » furent une création du capital étranger... (N. de la R.)

EN PREPARATION

LA PENSEE VIVANTE DE BAKOUNINE

Notre camarade Gaston Leval a écrit un livre où il expose les différents aspects de la pensée toujours valable de celui qui fut le créateur du courant antiautoritaire du socialisme en Europe et dans d'autres parties du monde.

Ce livre est dès maintenant en voie d'impression. Nous demandons à nos amis d'en prendre note.

L'exploitation non capitaliste

Nous ne cessons de répéter que l'exploitation capitaliste, que nous dénonçons et combattons et avons toujours dénoncé et combattue — cela remonte à Proudhon — n'est pas la seule forme de spoliation des peuples, et qu'il en est encore de pires. Ces faits sont ou méconnus de la plupart des hommes, ou oubliés parce que le présent absorbe trop unilatéralement les intelligences.

Il est bon, à ce sujet, de rappeler l'exemple du régime implanté par les Incas du Pérou. Dans son livre La civilisation de l'Empire inca, **R. Karsten, professeur à l'université de Helsingfors, écrit, confirmant en cela d'autres historiens et d'autres témoignages :**

« Lorsqu'ils effectuaient la conquête d'un territoire possédé par un village ou un groupe de villages, ils (les Incas) en faisaient trois parts : l'une était réservée au dieu-soleil, c'est-à-dire à un usage religieux, et le revenu, ou à plus exactement parler, les produits naturels, étaient affectés à l'entretien des temples et des prêtres. L'une des deux autres devenait propriété royale, et la troisième était répartie entre les familles d'après des principes déterminés, c'est-à-dire d'après l'importance de ces familles dans la collectivité tribale, ou aylu. »

Ajoutons que l'Inca, homme-dieu, constituait, avec son personnel adéquat, l'appareil religieux, si bien que, pratiquement, les deux-tiers du revenu et de la propriété allaient à l'Etat. Et le sort du peuple était épouvantable.

Il n'y avait pas de propriété privée alors au Pérou, mais capitalisme d'Etat, et exploitation des masses d'une genre différent que celle que nous connaissons actuellement. Sous des formes variées, cette possibilité s'est reproduite ailleurs. Elle peut se reproduire, et se reproduit aussi dans les pays dits communistes. Marx ne l'avait pas enseigné ; cela n'empêche pas les faits d'être ce qu'ils sont.

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées, les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

L'indispensable Révolution, par Gaston Leval (280 pages, **360 fr.**)

Manifeste socialiste libertaire (40 pages, **60 fr.**)

Le Chemin du Socialisme (40 pages, **60 fr.**)

Bakounine et l'Etat marxiste, par Gaston Leval (24 pages, **40 fr.**)

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, **175 fr.**)

Le monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, **300 fr.** franco)

Eléments d'éthique moderne (105 pages franco, **250 fr.**)

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin par Georges Las Vergnas (franco, 5,50 F)

Imp. R. Ouvrière, Paris, 10, r. Montmorency 3e

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : **5 NF.** - Etranger : **6 NF.** - L'exemplaire : **0,45 NF.**

Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins. BIEVRES (Seine-et-Oise) - C. C. P. Paris 5935 - 17**

DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar Quinet, PARIS (14e) — Le directeur-gérant : **Gaston LEVAL**